



**DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE DE TRADUCTION DES ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE  
PORTANT ADOPTION DU BUDGET 2017 – CT/CA-038/2016FR**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE TRADUCTION DES ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le règlement (CE) n° 2965/94 du Conseil du 28 novembre 1994 portant création d'un Centre de traduction des organes de l'Union européenne (le «Centre de traduction»), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1645/2003 du Conseil du 18 juin 2003,

vu le règlement financier du 2 janvier 2014 applicable au Centre de traduction des organes de l'Union européenne (réf. CT/CA-051/2013),

considérant ce qui suit:

(1) Le conseil d'administration est tenu d'adopter le budget du Centre sur la base d'un projet élaboré par le directeur,

DÉCIDE:

**Article premier**

Le budget 2017 du Centre de traduction est adopté tel qu'il figure à l'annexe de la présente décision.

**Article 2**

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Luxembourg, le 26 octobre 2016.

Pour le conseil d'administration

R. Martikonis

Président

Annexe: Budget 2017



# BUDGET 2017

CT/CA-038/2016/01FR

## SOMMAIRE

### I. INTRODUCTION

- A. INTRODUCTION GÉNÉRALE
- B. RECETTES
- C. DÉPENSES
- D. ACTIVITÉS

### ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES – RÉCAPITULATIF

### III. ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES - DÉTAILS

### ANNEXE 1 – TABLEAU DES EFFECTIFS

Budget final établi conformément à l'article 33, paragraphe 8, du règlement financier du 2 janvier 2014 applicable au Centre de traduction des organes de l'Union européenne

## I. INTRODUCTION

### A. INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le budget pour l'exercice 2017 comprend:

- A. La présente introduction générale.
- B. Les recettes du Centre, conformément à l'article 10, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2965/94 du Conseil, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1645/2003 du Conseil, en particulier les versements effectués par les organismes pour lesquels le Centre opère et par les institutions et organes avec lesquels une collaboration a été convenue en rémunération des prestations fournies, y inclus des activités à caractère interinstitutionnel, ainsi qu'une contribution de l'Union européenne.
- C. Les dépenses du Centre, ventilées par titre.
- D. Une ventilation des dépenses du Centre par activité. Cette partie, qui indique les ressources allouées à chaque activité pour atteindre les objectifs stratégiques du Centre, illustre le lien entre le budget pour l'exercice 2017 et le programme de travail pour 2017. Elle expose également la structure budgétaire conventionnelle.

Tous les montants figurant dans le présent document sont exprimés en euros.

Le budget pour l'exercice 2017 reflète l'état prévisionnel des recettes et des dépenses tel qu'il figure dans le document de programmation du Centre pour 2017-2019 (réf. CT/CA-002/2016). Il est élaboré conformément au règlement financier du Centre (articles 35 à 37). La comparaison avec 2016 s'effectue sur la base du budget rectificatif 1/2016.

Les prix proposés pour l'année 2017 demeurent inchangés par rapport à 2016.

Prix applicables en 2017:

| Service fourni   | Normal (EUR) | Programmé/Lent (EUR)                           | Urgent (EUR) | Très urgent (EUR) |
|--|--------------|--|--------------|-------------------|
| Traduction (prix par page)   | 82,00        | 73,80  | 102,50       | 147,60            |
| Modification (prix par page)   | 172,00       | 154,80   | 215,00       |                   |
| Révision (prix par page)   | 60,00        | 54,00  | 75,00        |                   |
| Contrôle rédactionnel ( <i>Editing</i> ) (prix par page)                               | 39,00        | 35,10  | 43,90        |                   |
| Marques (prix par page)  |              | 34,83 EUR pour 436 500 pages                   |              |                   |
| Dessins ou modèles communautaires (prix par terme)                                     |              | 4,00 EUR                                       |              |                   |
| Listes de termes (prix par terme)  |              | 4,00 EUR                                       |              |                   |
| Révision de listes de termes (prix par terme)  |              | 2,50 EUR                                       |              |                   |
| Terminologie (prix par jour/homme)   |              | 900 EUR  |              |                   |
| Conseils linguistiques (prix par jour/homme)   |              | 900 EUR  |              |                   |
| Contrôle ex post de la qualité (EPQC) des traductions de marques (prix par jour/homme) |              | 900 EUR par jour/homme (50 % des coûts totaux) |              |                   |
| Sous-titrage (prix par minute)   |              | 41,00 EUR                                      |              |                   |

## Suppléments

| Type de document  | EUR   |
|---|-------|
| Format complexe (supplément par page)                     | 15,00 |
| Format PDF (supplément par page)                          | 12,00 |
| Document confidentiel (supplément par page)               | 20,00 |
| Langue non UE (supplément par page)                       | 10,00 |
| Téléchargement de documents web (supplément par document) | 10,00 |

## B. RECETTES

Les recettes totales prévues pour 2017 s'élèvent à 48,5 millions d'EUR, dont 44,3 millions d'EUR concernent les titres 1 à 4.

Les recettes sont réparties comme suit:

| Titre   | Recettes (EUR) |
|---|----------------|
| 1. Agences et organes   | 42 829 600     |
| 3. Coopération interinstitutionnelle (institutions européennes) | 804 000        |
| 4. Autres recettes  | 622 250        |
| 5. Virements à partir de réserves des exercices précédents      | 4 251 650      |

À l'instar des années précédentes, les recettes estimées du Centre reposent sur les prévisions fournies par ses clients. Il convient dès lors de souligner que ces recettes sont susceptibles de modification, en fonction des besoins réels des clients et de leurs budgets respectifs.

À compter de 2017, comme proposé par la DG Traduction de la Commission, et afin de rendre la structure du budget plus cohérente et plus transparente, les recettes de tous les clients du Centre seront inscrites au titre 1, «Versements des agences, offices, institutions et organes». Jusqu'en 2016, les recettes des institutions de l'UE étaient inscrites au titre 3, «Coopération interinstitutionnelle». À compter de 2017, le titre 3 n'inclura plus que la coopération interinstitutionnelle, c.-à-d. la gestion de projets interinstitutionnels. Sur la base des informations fournies par les clients, les recettes prévues pour 2017 au titre 1 s'élèvent à 42,8 millions d'EUR, une diminution proche de 650 000 EUR (-1,5%) par rapport aux recettes provenant des clients prévues dans le budget rectificatif 2016 (titre 1 et titre 3, à l'exception des postes 3001 et 3002). Elles sont également plus faibles que les recettes prévues dans l'avant-projet de budget 2017 (43,5 millions d'EUR).

Le client le plus important du Centre, l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), a prévu une diminution de 2,2 % des traductions de marques pour 2017 (poste 1006) par rapport au budget 2016, ce qui équivaut à une réduction de 343 900 EUR. Les prévisions de l'EUIPO pour d'autres services ont chuté de 14,7 %, passant de 8,4 millions d'EUR en 2016 à 7,2 millions d'EUR en 2017 (poste 1005). Les prévisions de l'EUIPO pour 2017 sont de 1,6% inférieures (-359 070 EUR) aux recettes totales reçues de l'Office en 2015.

Les autres modifications notables qui méritent d'être soulignées par rapport à 2016 sont les suivantes: une diminution des prévisions de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) de 17,4 % (-624 100 EUR), de la Banque centrale européenne (BCE) de 73,0 % (-391 800 EUR), de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (EIOPA) de 70,0 % (-320 300 EUR) et du

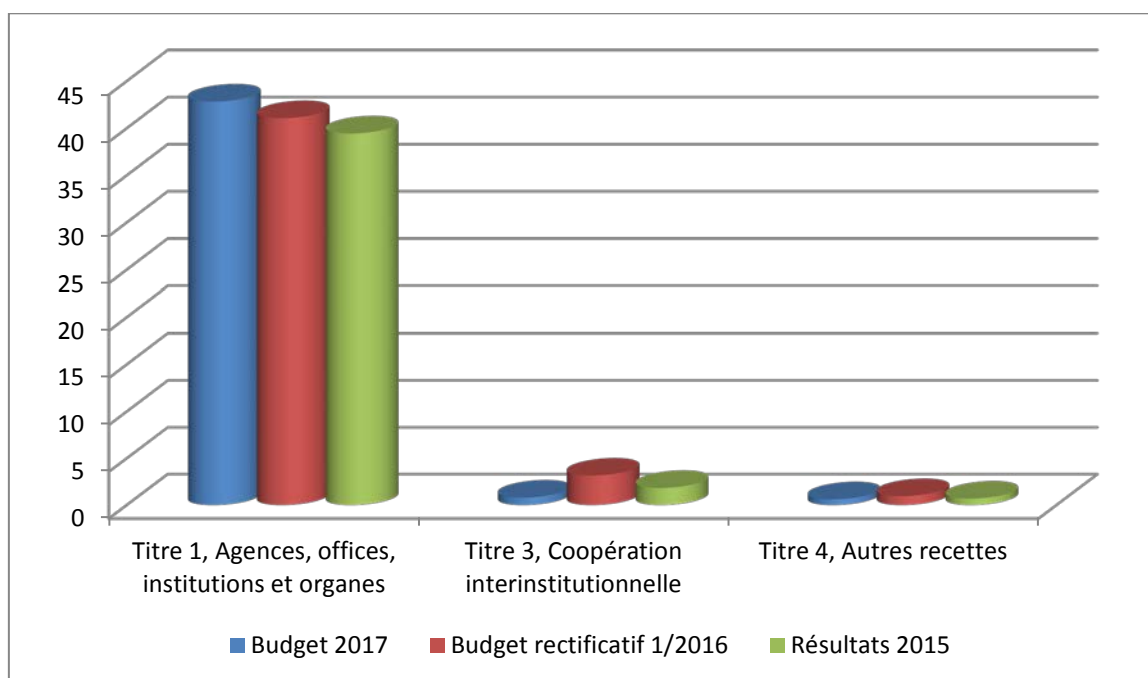
Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) de 38,4 % (-260 500 EUR). Cinq clients ont augmenté leurs prévisions entre 200 000 EUR et 500 000 EUR, à savoir le Conseil de résolution unique (CRU), le Contrôleur européen de la protection des données (CEPD), l'Agence européenne des médicaments (EMA), l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (eu-LISA) et l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» (EACEA).

Il était initialement prévu que le Centre reçoive un volume significatif de documents à traduire de la part de la direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST) de la Commission en lien avec la plateforme de règlement en ligne des litiges. Or, au lieu de la prévision initiale de plus de 50 000 pages à traduire en 2016 et 2017, les prévisions révisées sont désormais d'environ 5 000 pages en 2016 et 5 200 pages en 2017, ce qui a une incidence importante sur l'état prévisionnel des recettes et des dépenses pour l'exercice 2017.

Le Centre a signé un accord en septembre 2016 avec un nouveau client, les Écoles européennes, et un nouveau poste budgétaire a été créé en conséquence au titre 1. En outre, un deuxième nouveau poste budgétaire a été créé pour permettre au Centre d'inscrire des recettes émanant de clients qui signent des accords après l'établissement du budget et pour lesquels un poste budgétaire individuel sera créé dans le budget rectificatif suivant, le cas échéant.

|      |   |      |
|------|---|------|
| 1055 | Écoles européennes (EURSC)                  | p.m. |
| 1099 | Recettes perçues auprès de nouveaux clients | p.m. |

Figure 1. Recettes ventilées par titre\* et par année: 2015-2017 (titres 1, 3 et 4)



\*En 2017, toutes les recettes provenant des clients du Centre seront inscrites au titre 1. En 2015-2016, les recettes des institutions de l'UE étaient inscrites au titre 3.

Outre les recettes provenant des clients et de la coopération interinstitutionnelle, le Centre prévoit des recettes supplémentaires au titre 4, y compris des intérêts bancaires, des recettes tirées de la sous-location d'une partie de ses bureaux à la Commission [Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (Chafea)], des recettes tirées de la fourniture de services d'un centre

d'hébergement de données à l'Agence ferroviaire européenne (AFE), ainsi qu'une contribution financière accordée par l'État luxembourgeois au titre de participation aux frais de location du Centre. Le montant prévu de ces recettes pour 2017 s'élève à 622 250 EUR., lesquelles, pour la plupart, concordent avec les dépenses du titre 2. La diminution constatée par rapport à 2016 s'explique par le fait qu'au cours de cet exercice, la facturation de la sous-location d'espaces de bureaux avait engendré des recettes exceptionnelles.

Dans le budget 2017, le Centre a injecté dans les recettes les ressources provenant de deux réserves constituées au cours des exercices précédents. Le budget comprend une recette de 593 000 EUR sous la forme d'un virement à partir de la «Réserve pour investissements exceptionnels». Ce montant correspond aux dépenses prévues pour le programme eCdT en 2017, inscrites au chapitre 32 («Dépenses»). Par ailleurs, le Centre a injecté dans les recettes une partie du montant de la «Réserve pour la stabilité des prix» constituée en 2011, à savoir 3,7 millions d'EUR.

La section D («Activités») et la partie III («État détaillé des recettes et des dépenses 2016») contiennent des informations plus détaillées sur les prévisions des clients et les volumes de traduction.

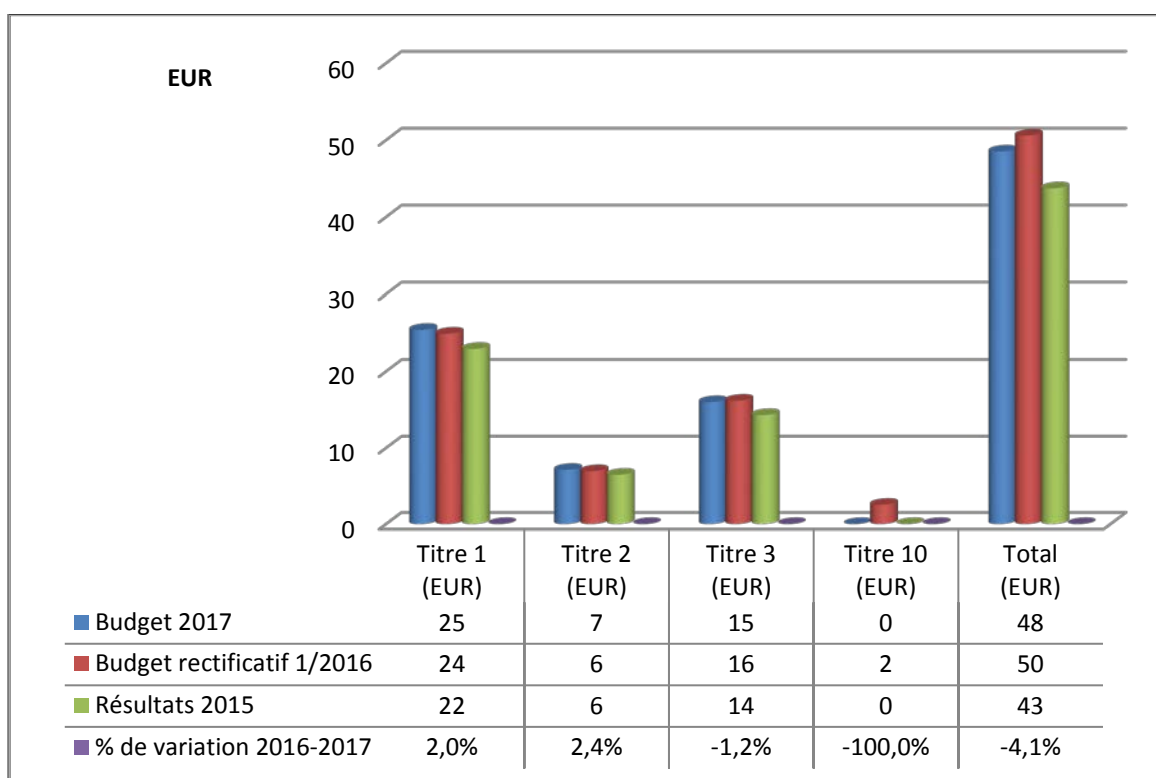
## C. DÉPENSES

Pour l'exercice 2017, les dépenses prévues par le Centre aux titres 1 à 3 ont augmenté de 1,0 % par rapport au budget 2016. Cette situation budgétaire de 48,5 millions d'EUR s'explique principalement comme suit: 1) les prévisions des clients pour les services linguistiques du Centre, 2) le niveau de personnel nécessaire pour assurer la livraison de services de grande qualité aux clients, y compris la réalisation de nouvelles tâches conformément aux prévisions, et 3) l'impact des initiatives stratégiques, notamment l'initiative 2, «Déployer des technologies de traduction de pointe».

Les dépenses pour 2017 sont plus élevées de 11,0 % par rapport aux résultats de 2015. Cette hausse est due à la location d'espaces de bureaux supplémentaires et au recrutement d'agents contractuels pour les travaux de traduction pour la DG JUST. Si l'on tient compte uniquement des titres 1 à 10, en incluant l'affectation de 2,5 millions d'EUR à la «Réserve pour la stabilité des prix» en 2016, le budget pour 2017 est de 4,1% inférieur à celui de 2016.

La figure ci-dessous présente un aperçu des dépenses par titre, y compris une comparaison avec le budget 2016 et les résultats de 2015.

Figure 2. Dépenses ventilées par titre et par année: 2015-2017 (titres 1, 2, 3 et 10)



\*Titre 1: «Personnel»; titre 2: «Immeubles, matériel et dépenses diverses de fonctionnement»; titre 3: «Dépenses opérationnelles»; et titre 10: «Réserves». Le budget du titre 10 est indiqué pour mémoire (p.m.) en 2017, mais affiche le chiffre «0» dans la figure.

### Titre 1: PERSONNEL

Le budget du titre 1 en 2017 atteint 25,4 millions d'EUR, il est donc supérieur de 2,0 % à celui de 2016, soit une hausse de 0,5 million d'EUR. Le budget du Centre anticipe d'éventuels ajustements salariaux annuels, estimés à 1,8 % par an, ainsi que des avancements d'échelon bisannuels et des promotions. Le budget se base sur un tableau des effectifs de 195 postes, ce qui correspond à deux postes en moins par rapport à 2016, tout en tenant compte de facteurs tels que le taux de rotation et les formes de travail. Par rapport aux dépenses réelles de l'exercice 2015, la prévision pour 2017 est supérieure de 10,8 %, soit une hausse de 2,5 millions d'EUR, principalement due à un taux d'occupation supérieur du tableau des effectifs du Centre ainsi qu'aux autres raisons données ci-avant.

### Titre 2: IMMEUBLES, MATÉRIEL ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT

Le budget du titre 2, «Immeubles, matériel et dépenses diverses de fonctionnement», s'élève à 7,1 millions d'EUR en 2017. Il a fait l'objet d'une augmentation de 2,4 % par rapport au budget 2016 et d'une augmentation de 9,9 % par rapport aux résultats de 2015. En 2017, les dépenses informatiques (chapitre 21) devraient augmenter de 4,0 % (soit 127 000 EUR) par rapport à 2016, et de 19,9 % par rapport à 2015. Il convient de souligner que les dépenses du titre 2, en particulier aux chapitres 20 et 21, comprennent celles liées à l'hébergement d'un centre de données pour l'Agence ferroviaire européenne (AFE) et à la sous-location d'un espace de bureaux à l'Agence Chafea. Conformément au principe d'universalité, les recettes provenant de l'AFE et de l'Agence Chafea sont inscrites en tant que recettes plutôt que comme une compensation des dépenses.

### Titre 3: DÉPENSES OPÉRATIONNELLES

Le budget du titre 3 a été réduit de 1,2 % par rapport au budget 2016 et augmenté de 11,7 % par rapport aux résultats de 2015. L'essentiel du budget est réservé aux services de traduction externe (poste 3000), qui voient leur budget diminuer de 1,0 %, c'est-à-dire passer de 14 580 000 EUR en 2016 à 14 440 000 EUR en 2017. Le budget estimé est conforme aux volumes prévus par les clients du Centre. Un nouveau poste budgétaire a été créé au chapitre 30, à savoir le poste 3001, «Prestations techniques liées aux services linguistiques», qui peut être utilisé pour externaliser certaines tâches spécifiques liées à la prestation de services linguistiques. Toutefois, le budget de ce poste est indiqué «p.m.» en 2017.

#### D. ACTIVITÉS

Le Centre met en œuvre une approche de budgétisation basée sur les activités dans le budget pour l'exercice 2017, conformément à l'exigence figurant dans la feuille de route de la Commission. Les quatre domaines d'activité restent les mêmes que précédemment, à savoir: 1) Activités opérationnelles de base; 2) Activités de support; 3) Activités externes de promotion et de communication; et 4) Activités de gestion et de contrôle. La différence par rapport au budget 2016 et au document de programmation 2017-2019 réside dans le fait que ces domaines d'activité ont été affinés et certaines actions ont été déplacées d'une activité à l'autre. Les ressources humaines et financières pour 2017 sont allouées aux différentes activités, comme l'illustre le tableau ci-après. Les ressources financières comprises dans les titres 1 et 2 sont allouées soit directement à une activité, soit indirectement sur la base des ressources humaines mobilisées pour chaque activité. Les ressources financières du titre 3 sont directement allouées aux activités correspondantes. Le calcul tient compte de la répartition des différents types de postes, des différents grades et des coûts salariaux. Les détails figurent dans le document de programmation 2017-2019 du Centre.

|   | % de ressources<br>humaines<br>(personnel) | % de<br>ressources<br>financières | Ressources<br>financières |
|---|--|-----------------------------------|---------------------------|
| Activités opérationnelles de base                           | 68,0 %                                     | 78,7 %                            | 38 138 890                |
| Activités de support  | 21,0 %                                     | 12,0 %                            | 5 832 750                 |
| Activités externes de promotion et de communication         | 1,5 %                                      | 1,1 %                             | 538 890                   |
| Activités de gestion et de contrôle                         | 9,5 %                                      | 8,2 %                             | 3 996 970                 |
| Crédits du titre 10: «Réserves» non allouées à une activité |  |                                   |                           |
| Total   | 100%                                       | 100%                              | 48 507 500                |



Le tableau ci-après illustre le nombre total de pages et de listes de termes prévues pour 2017 et 2016, ainsi qu'une prévision des recettes. Le volume de traductions prévu, en nombre de pages par client, est indiqué dans la section III, «État détaillé des recettes et des dépenses».

|   | 2017       | 2016       | % 2017-2016 |
|---|------------|------------|-------------|
| Nombre total de pages prévues*  | 761 028    | 776 891    | -2,0 %      |
| Nombre total de termes prévus**   | 204 742    | 155 691    | 31,5 %      |
| Total des recettes prévues au titre des travaux de traduction, de terminologie et des listes de termes*** | 42 829 600 | 43 477 400 | -1,5 %      |

\* Y compris 436 500 pages de marques de l'Union européenne en 2017 et 452 132 pages en 2016.

\*\* Y compris les listes de termes et les dessins ou modèles communautaires. En 2017, 17 362 termes sont des dessins ou modèles communautaires, et 158 051 sont d'autres termes provenant de l'EU IPO.

\*\*\* Y compris des recettes correspondant aux listes de termes de l'EU IPO (n'incluant pas les dessins ou modèles communautaires): 632 204 EUR en 2017 et 542 420 EUR en 2016.

#### ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES – RÉCAPITULATIF

| Titre | Intitulé  | Exercice budgétaire 2017 | Exercice budgétaire 2016 | Exercice budgétaire 2015** |
|-------|---|--------------------------|--------------------------|----------------------------|
|       | <b>RECETTES</b>   |                          |                          |                            |
| 1     | VERSEMENTS DES AGENCES ET ORGANES (*)   | 42 829 600               | 41 072 500               | 39 449 687                 |
| 2     | SUBVENTION DE LA COMMISSION   | p.m.                     | p.m.                     | 0                          |
| 3     | COOPÉRATION INTERINSTITUTIONNELLE (*)   | 804 000                  | 3 155 000                | 1 832 490                  |
| 4     | AUTRES RECETTES   | 622 250                  | 960 450                  | 695 257                    |
| 5     | EXCÉDENT REPORTÉ DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT ET VIREMENTS À PARTIR DE RÉSERVES DES EXERCICES PRÉCÉDENTS | 4 251 650                | 5 388 333                | 0                          |
| 6     | REMBOURSEMENTS  | p.m.                     | p.m.                     | 0                          |
|       | <b>TOTAL</b>  | <b>48 507 500</b>        | <b>50 576 283</b>        | <b>41 977 434</b>          |
|       | <b>DÉPENSES</b>   |                          |                          |                            |
| 1     | PERSONNEL   | 25 391 800               | 24 905 000               | 22 926 842                 |
| 2     | IMMEUBLES, MATÉRIEL ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT  | 7 117 000                | 6 948 800                | 6 472 976                  |
| 3     | DÉPENSES OPÉRATIONNELLES  | 15 998 700               | 16 187 400               | 14 316 723                 |
| 10    | RÉSERVES  | p.m.                     | 2 535 083                | 0                          |
|       | <b>TOTAL</b>  | <b>48 507 500</b>        | <b>50 576 283</b>        | <b>43 716 542</b>          |

\* En 2017, les recettes du titre 1 incluent les recettes prévues provenant de tous les clients. En 2016 et 2015, les recettes provenant des institutions de l'UE ont été inscrites au titre 3.

\*\* La somme des titres consacrés aux dépenses en 2015 était inférieure d'1 EUR au total du fait des arrondis.

III. ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES 2017 - DÉTAILS

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé   | Budget 2017 | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015 | Commentaires   |
|---------------------------------------|--|-------------|----------------------------------|----------------|--|
| <b>RECETTES</b>                       |  |             |                                  |                |  |
| 1000                                  | Agence européenne pour l'environnement (AEE)   | 181 300     | 149 700                          | 245 553        | 2 062 pages  |
| 1001                                  | Fondation européenne pour la formation (ETF)   | 256 300     | 213 700                          | 290 991        | 3 050 pages  |
| 1002                                  | Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA)                           | 320 400     | 296 200                          | 310 544        | 3 349 pages  |
| 1003                                  | Agence européenne des médicaments (EMA)  | 3 632 000   | 3 289 600                        | 2 377 546      | 39 723 pages   |
| 1004                                  | Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA)                      | 700 000     | 706 000                          | 1 455 711      | 8 460 pages  |
| 1005                                  | Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO)                    | 7 206 800   | 8 446 600                        | 6 028 531      | Documents: 65 509 pages; listes de termes: 158 051 termes; dessins ou modèles communautaires: 15 172 termes; contrôle rédactionnel: 17 180 pages |
| 1006                                  | Marques de l'EUIPO   | 15 203 000  | 15 546 900                       | 16 740 339     | 436 500 pages  |
| 1007                                  | Office communautaire des variétés végétales (OCVV)                                       | 90 100      | 111 800                          | 83 480         | 1 099 pages  |
| 1008                                  | Office européen de police (Europol)  | 106 400     | 86 800                           | 120 001        | 1 297 pages  |
| 1009                                  | Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) | 352 000     | 430 700                          | 353 436        | 4 293 pages  |
| <b>100</b>                            | Article 100  | 28 048 300  | 29 278 000                       | 28 006 133     |  |
| 1010                                  | Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop)          | 143 500     | 49 400                           | 45 399         | 1 743 pages  |
| 1012                                  | Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)                               | 1 234 800   | 1 096 200                        | 1 092 385      | Documents: 14 211 pages; listes de termes: 120 termes.   |
| 1014                                  | Banque européenne d'investissement (BEI)   | p.m.        | 7 400                            | 9 606          |  |
| 1015                                  | Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)                                      | 248 500     | 241 700                          | 125 585        | 2 867 pages  |
| 1016                                  | Unité de coopération judiciaire de l'Union européenne (Eurojust)                         | 167 800     | 167 800                          | 0              | 2 046 pages  |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé  | Budget 2017 | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015 | Commentaires  |
|---------------------------------------|---|-------------|----------------------------------|----------------|---|
| 1017                                  | Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM)  | 124 700     | 130 900                          | 191 401        | 1397 pages  |
| 1018                                  | Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA)  | 137 000     | 138 100                          | 135 126        | 1 857 pages   |
| 1019                                  | Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer (AFE)  | 730 000     | 575 000                          | 994 947        | 9 395 pages   |
| <b>101</b>                            | Article 101   | 2 786 300   | 2 406 500                        | 2 594 449      |   |
| 1020                                  | Agence de l'Union européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA)   | 70 000      | 60 000                           | 40 130         | 854 pages   |
| 1021                                  | Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC)  | 308 400     | 307 200                          | 129 042        | 3 626 pages   |
| 1022                                  | Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (Frontex) | 343 600     | 343 600                          | 521 645        | 4 190 pages   |
| 1023                                  | Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» (EACEA)  | 790 500     | 566 200                          | 766 877        | 9 600 pages   |
| 1024                                  | Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises (EASME)   | 13 600      | 13 600                           | 93 966         | 166 pages   |
| 1025                                  | Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL)  | 62 600      | 102 500                          | 25 843         | Documents: 793 pages; listes de termes: 275 termes. |
| 1026                                  | Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (Chafea)   | 336 400     | 184 900                          | 44 721         | 3 047 pages   |
| 1027                                  | Agence du GNSS européen (GSA)   | 17 000      | 17 000                           | 5 668          | 207 pages   |
| 1028                                  | Agence européenne de défense (AED)  | 10 000      | 4 700                            | 7 378          | 122 pages   |
| 1029                                  | Agence européenne des produits chimiques (ECHA)   | 2 963 900   | 3 588 000                        | 2 353 451      | 35 405 pages  |
| <b>102</b>                            | Article 102   | 4 916 000   | 5 187 700                        | 3 988 720      |   |
| 1030                                  | Agence européenne de contrôle des pêches (AECP)   | 216 400     | 149 700                          | 134 079        | 2 439 pages   |
| 1031                                  | Entreprise commune Fusion for energy (F4E)  | 46 600      | 46 600                           | 50 107         | 568 pages   |
| 1032                                  | Centre satellitaire de l'Union européenne (CSUE)  | p.m.        | p.m.                             | 0              |   |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé   | Budget 2017 | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015 | Commentaires  |
|---------------------------------------|--|-------------|----------------------------------|----------------|---|
| 1033                                  | Agence exécutive pour l'innovation et les réseaux (INEA)   | 26 000      | 67 200                           | 60 227         | 317 pages   |
| 1034                                  | Institut européen d'innovation et de technologie (EIT)   | 100 300     | 75 000                           | 37 371         | Documents: 1 280 pages; listes de termes: 220 termes.   |
| 1035                                  | Agence exécutive du Conseil européen de la recherche (ERCEA)   | 42 900      | 18 200                           | 11 931         | 489 pages   |
| 1036                                  | Agence exécutive pour la recherche (REA)   | 31 200      | 30 000                           | 13 996         | 319 pages   |
| 1037                                  | Entreprise commune Clean Sky 2   | p.m.        | 35 800                           | 2 358          |   |
| 1038                                  | Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE)   | 169 000     | 120 200                          | 205 623        | 1 129 pages   |
| 1039                                  | Entreprise commune SESAR   | 28 600      | 43 600                           | 28 761         | 349 pages   |
| <b>103</b>                            | Article 103  | 661 000     | 586 300                          | 544 452        |   |
| 1040                                  | Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) (avant 2017)   | —           | 431 700                          | 299 372        | Ce poste budgétaire n'est pas utilisé après 2016. À compter de 2017, les recettes provenant de toutes les institutions seront inscrites au chapitre 11, et les recettes provenant du CEPD seront inscrites au poste 1109. |
| 1041                                  | Entreprise commune pour la mise en œuvre d'une initiative technologique conjointe sur les systèmes informatiques embarqués (ARTEMIS) | —           | —                                | 2 772          | Ce poste budgétaire n'est plus utilisé après 2015, à la suite de la création de l'entreprise commune ECSEL, dont les recettes sont inscrites au poste budgétaire 1052.  |
| 1042                                  | Entreprise commune Initiative en matière de médicaments innovants 2 (EC IMI 2)   | 26 000      | 7 200                            | 2 706          | 317 pages   |
| 1043                                  | Entreprise commune Piles à combustible et Hydrogène 2(EC PCH 2)  | 9 200       | 9 200                            | 1 131          | 112 pages   |
| 1044                                  | Entreprise commune «Conseil consultatif européen d'initiative nanoélectronique» (ENIAC)  | —           | —                                | 0              | Ce poste budgétaire n'est plus utilisé après 2015, à la suite de la création de l'entreprise commune ECSEL, dont les recettes sont inscrites au poste budgétaire 1052.  |
| 1045                                  | Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO)  | 418 200     | 678 700                          | 1 227 821      | 5 100 pages   |
| 1046                                  | Agence de coopération des régulateurs de l'énergie (ACER)  | 198 100     | 91 400                           | 20 119         | 2 772 pages   |
| 1047                                  | Autorité européenne des marchés financiers (ESMA)  | 735 000     | 603 700                          | 215 510        | 8 963 pages   |
| 1048                                  | Autorité bancaire européenne (ABE)   | 310 600     | 325 300                          | 1 234 558      | 3 788 pages   |
| 1049                                  | Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (EIOPA)  | 137 400     | 457 700                          | 781 070        | 1 808 pages   |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé   | Budget 2017       | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015    | Commentaires  |
|---------------------------------------|--|-------------------|----------------------------------|-------------------|---|
| <b>104</b>                            | Article 104  | 1 834 500         | 2 604 900                        | 3 785 059         |   |
| 1050                                  | Office de l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (Office de l'ORECE)  | 87 700            | 85 200                           | 49 911            | 1 159 pages   |
| 1051                                  | Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (eu-LISA) | 731 000           | 420 000                          | 343 728           | Documents: 9 338 pages; listes de termes: 304 termes.   |
| 1052                                  | Entreprise commune «Composants et systèmes électroniques pour un leadership européen» (EC ECSEL)   | 5 900             | 3 900                            | 14 594            | 72 pages  |
| 1053                                  | Centre d'opération et d'analyse maritime de lutte contre le trafic de drogue (MAOC-N)  | p.m.              | p.m.                             | —                 |   |
| 1054                                  | Conseil de résolution unique (CRU)   | 1 000 000         | 500 000                          | 122 643           | 12 195 pages  |
| 1055                                  | Écoles européennes (EURSC)   | p.m.              | —                                | —                 | Ce nouveau poste budgétaire est consacré aux Écoles européennes (EURSC).  |
| <b>105</b>                            | Article 105  | 1 824 600         | 1 009 100                        | 530 875           |   |
| 1099                                  | Recettes provenant de nouveaux clients   | p.m.              | —                                | —                 | Ce nouveau poste budgétaire sera utilisé pour inscrire les recettes perçues auprès de nouveaux clients, pour lesquels des postes budgétaires individuels doivent encore être créés.                   |
| <b>109</b>                            | Article 109  | p.m.              | —                                | —                 |   |
| <b>10</b>                             | <b>VERSEMENTS DES AGENCES, OFFICES ET ORGANES</b>  | <b>40 070 700</b> | <b>41 072 500</b>                | <b>39 449 687</b> |   |
| 1100                                  | Commission européenne  | 1 445 900         | —                                | —                 | Documents: 16 802 pages; listes de termes: 30 600 termes. Le volume de documents inclut les volumes estimés pour la DG Justice et consommateurs et pour la DG Emploi, affaires sociales et inclusion. |
| 1101                                  | Parlement européen   | p.m.              | —                                | —                 |   |
| 1102                                  | Conseil de l'Union européenne  | 263 000           | —                                | —                 | 3 945 pages   |
| 1103                                  | Cour des comptes européenne  | 10 300            | —                                | —                 | 100 pages   |
| 1104                                  | Comité des régions de l'Union européenne   | p.m.              | —                                | —                 |   |
| 1105                                  | Comité économique et social européen   | p.m.              | —                                | —                 |   |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé   | Budget 2017       | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015    | Commentaires   |
|---------------------------------------|--|-------------------|----------------------------------|-------------------|--|
| 1106                                  | Cour de justice de l'Union européenne  | p.m.              | —                                | —                 |  |
| 1107                                  | Banque centrale européenne   | 144 700           | —                                | —                 | 1 720 pages  |
| 1108                                  | Médiateur européen   | 108 300           | —                                | —                 | 1 468 pages  |
| 1109                                  | Contrôleur européen de la protection des données (CEPD)                                    | 786 700           | —                                | —                 | 10 434 pages   |
| <b>110</b>                            | <b>Article 110</b>   | <b>2 758 900</b>  | <b>—</b>                         | <b>—</b>          |  |
| <b>11</b>                             | <b>VERSEMENTS DES INSTITUTIONS</b>   | <b>2 758 900</b>  | <b>—</b>                         | <b>—</b>          | Ce chapitre présente les recettes de services fournis aux institutions. Jusqu'en 2016, ces recettes étaient inscrites au titre 3 «Coopération interinstitutionnelle» et au poste 1040 «Contrôleur européen de la protection des données».      |
| <b>1</b>                              | <b>VERSEMENTS DES AGENCES, OFFICES, INSTITUTIONS ET ORGANES</b>                            | <b>42 829 600</b> | <b>41 072 500</b>                | <b>39 449 687</b> | <b>Article 10, paragraphe 2, point b), du règlement (CE) n° 2965/94 du Conseil, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1645/2003 du Conseil.</b>   |
| 2000                                  | Subvention de la Commission  | p.m.              | p.m.                             | 0                 |  |
| <b>200</b>                            | Subvention de la Commission  | p.m.              | p.m.                             | 0                 | Article 10, paragraphe 2, point c), du règlement (CE) n° 2965/94 du Conseil, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1645/2003 du Conseil.  |
| <b>20</b>                             | <b>SUBVENTION DE LA COMMISSION</b>   | <b>p.m.</b>       | <b>p.m.</b>                      | <b>0</b>          |  |
| <b>2</b>                              | <b>SUBVENTION DE LA COMMISSION</b>   | <b>p.m.</b>       | <b>p.m.</b>                      | <b>0</b>          |  |
| 3000                                  | Commission européenne (avant 2017)   | —                 | 1 588 300                        | 526 509           | Ce poste budgétaire n'est plus utilisé après 2016. À compter de 2017, les recettes provenant de toutes les institutions seront inscrites au chapitre 11, et les recettes provenant de la Commission européenne seront inscrites au poste 1100. |
| 3001                                  | Participation au Comité interinstitutionnel de la traduction et de l'interprétation (CITI) | p.m.              | p.m.                             | 0                 |  |
| 3002                                  | Gestion des projets interinstitutionnels   | 804 000           | 750 100                          | 659 337           | Ce poste couvre les recettes perçues au titre de la gestion de projets interinstitutionnels assurée par le Centre, notamment le projet IATE.   |
| 3003                                  | Parlement européen (avant 2017)  | —                 | p.m.                             | 0                 | Ce poste budgétaire n'est plus utilisé après 2016. À compter de 2017, les recettes provenant de toutes les institutions seront inscrites au chapitre 11, et les recettes provenant du Parlement européen seront inscrites au poste 1101.       |
| 3004                                  | Conseil de l'Union européenne (avant 2017)   | —                 | 154 900                          | 177 797           | Ce poste budgétaire n'est plus utilisé après 2016. À compter de 2017, les recettes provenant de toutes les institutions seront inscrites au chapitre 11, et les recettes provenant du Conseil seront inscrites au poste 1102.                  |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé   | Budget 2017    | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015   | Commentaires  |
|---------------------------------------|--|----------------|----------------------------------|------------------|---|
| 3005                                  | Cour des comptes européenne (avant 2017)               | —              | 10 000                           | 5 640            | Ce poste budgétaire n'est plus utilisé après 2016. À compter de 2017, les recettes provenant de toutes les institutions seront inscrites au chapitre 11, et les recettes provenant de la Cour des comptes seront inscrites au poste 1103.           |
| 3006                                  | Comité des régions de l'Union européenne (avant 2017)  | —              | p.m.                             | 0                | Ce poste budgétaire n'est plus utilisé après 2016. À compter de 2017, les recettes provenant de toutes les institutions seront inscrites au chapitre 11, et les recettes provenant du Comité des régions seront inscrites au poste 1104.            |
| 3007                                  | Comité économique et social européen (avant 2017)      | —              | 6 400                            | 0                | Ce poste budgétaire n'est plus utilisé après 2016. À compter de 2017, les recettes provenant de toutes les institutions seront inscrites au chapitre 11, et les recettes provenant du Comité économique et social seront inscrites au poste 1105.   |
| 3008                                  | Cour de justice de l'Union européenne (avant 2017)     | —              | p.m.                             | 1 066            | Ce poste budgétaire n'est plus utilisé après 2016. À compter de 2017, les recettes provenant de toutes les institutions seront inscrites au chapitre 11, et les recettes provenant de la Cour de justice seront inscrites au poste 1106.            |
| <b>300</b>                            | <b>Coopération interinstitutionnelle</b>               | <b>804 000</b> | <b>2 509 700</b>                 | <b>1 370 349</b> |   |
| 3010                                  | Banque centrale européenne (avant 2017)                | —              | 536 500                          | 123 388          | Ce poste budgétaire n'est plus utilisé après 2016. À compter de 2017, les recettes provenant de toutes les institutions seront inscrites au chapitre 11, et les recettes provenant de la Banque centrale européenne seront inscrites au poste 1107. |
| 3011                                  | Médiateur européen (avant 2017)                        | —              | 108 800                          | 338 752          | Ce poste budgétaire n'est plus utilisé après 2016. À compter de 2017, les recettes provenant de toutes les institutions seront inscrites au chapitre 11, et les recettes provenant du Médiateur seront inscrites au poste 1108.                     |
| <b>301</b>                            | <b>Article 301</b>                                     | <b>—</b>       | <b>645 300</b>                   | <b>462 140</b>   |   |
| <b>30</b>                             | <b>COOPÉRATION INTERINSTITUTIONNELLE</b>               | <b>804 000</b> | <b>3 155 000</b>                 | <b>1 832 490</b> |   |
| <b>3</b>                              | <b>COOPÉRATION INTERINSTITUTIONNELLE</b>               | <b>804 000</b> | <b>3 155 000</b>                 | <b>1 832 490</b> |   |
| 4000                                  | Intérêts bancaires                                     | 65 000         | 60 000                           | 123 384          |   |
| <b>400</b>                            | <b>Intérêts bancaires</b>                              | <b>65 000</b>  | <b>60 000</b>                    | <b>123 384</b>   | Cet article couvre les intérêts que le Centre perçoit sur ses comptes bancaires.  |
| 4010                                  | Remboursements divers                                  | 314 000        | 657 200                          | 85 373           |   |
| <b>401</b>                            | <b>Remboursements divers</b>                           | <b>314 000</b> | <b>657 200</b>                   | <b>85 373</b>    | Cet article couvre les remboursements divers, y compris les recettes tirées de la sous-location d'espaces de bureaux et de stationnements et l'hébergement d'un centre de données pour l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer.      |
| 4020                                  | Contribution financière du gouvernement luxembourgeois | 243 250        | 243 250                          | 486 500          | Cette contribution financière a été accordée par l'État luxembourgeois à titre de contribution aux frais de location annuelle du Centre.  |
| <b>402</b>                            | <b>Autres contributions</b>                            | <b>243 250</b> | <b>243 250</b>                   | <b>486 500</b>   |   |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé   | Budget 2017       | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015    | Commentaires   |
|---------------------------------------|--|-------------------|----------------------------------|-------------------|--|
| 40                                    | AUTRES RECETTES  | 622 250           | 960 450                          | 695 257           |  |
| <b>4</b>                              | <b>AUTRES RECETTES</b>   | <b>622 250</b>    | <b>960 450</b>                   | <b>695 257</b>    |  |
| 5000                                  | Excédent reporté de l'exercice précédent   | p.m.              | 4 629 333                        | 0                 | Excédent reporté de l'exercice précédent, conformément à l'article 20, paragraphe 1, du règlement financier du Centre du 2 janvier 2014.   |
| <b>500</b>                            | <b>Excédent reporté de l'exercice précédent</b>  | <b>0</b>          | <b>4 629 333</b>                 | <b>0</b>          |  |
| 5010                                  | Virement de la «Réserve pour investissements exceptionnels»  | 593 000           | 759 000                          | 0                 | Le virement de la «Réserve pour investissements exceptionnels» correspond aux dépenses du chapitre 32, «Dépenses liées au programme eCdT».   |
| 5015                                  | Virement de la «Réserve pour la stabilité des prix»  | 3 658 650         | p.m.                             | 0                 | Le virement de la «Réserve pour la stabilité des prix» est nécessaire pour équilibrer le budget.   |
| <b>501</b>                            | <b>Virements à partir de réserves des exercices précédents</b>   | <b>4 251 650</b>  | <b>759 000</b>                   | <b>0</b>          |  |
| 50                                    | EXCÉDENT REPORTÉ DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT ET VIREMENTS À PARTIR DE RÉSERVES DES EXERCICES PRÉCÉDENTS        | 4 251 650         | 5 388 333                        | 0                 |  |
| <b>5</b>                              | <b>EXCÉDENT REPORTÉ DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT ET VIREMENTS À PARTIR DE RÉSERVES DES EXERCICES PRÉCÉDENTS</b> | <b>4 251 650</b>  | <b>5 388 333</b>                 | <b>0</b>          |  |
| 6000                                  | Remboursements aux clients   | p.m.              | p.m.                             | 0                 |  |
| <b>600</b>                            | <b>Remboursements aux clients</b>  | <b>p.m.</b>       | <b>p.m.</b>                      | <b>0</b>          |  |
| 60                                    | REMBOURSEMENTS AUX CLIENTS   | p.m.              | p.m.                             | 0                 |  |
| <b>6</b>                              | <b>REMBOURSEMENTS</b>  | <b>p.m.</b>       | <b>p.m.</b>                      | <b>0</b>          |  |
|                                       | <b>Total des recettes</b>  | <b>48 507 500</b> | <b>50 576 283</b>                | <b>41 977 434</b> |  |
|                                       | <b>DÉPENSES</b>  |                   |                                  |                   |  |
| 1100                                  | Traitements de base  | 14 547 500        | 14 336 200                       | 13 417 727        | Statut des fonctionnaires et régime applicable aux autres agents de l'Union européenne, notamment ses articles 62 et 66. Ce crédit est destiné à couvrir les traitements de base des fonctionnaires et agents temporaires. |



| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé  | Budget 2017 | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015 | Commentaires  |
|---------------------------------------|---|-------------|----------------------------------|----------------|---|
| 1101                                  | Allocations familiales  | 1 420 000   | 1 331 300                        | 1 249 259      | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, notamment ses articles 62, 67 et 68, ainsi que la section I de son annexe VII. Ce crédit est destiné à couvrir les allocations de foyer, les allocations pour enfants à charge et les allocations scolaires des fonctionnaires et agents temporaires.  |
| 1102                                  | Indemnités de dépaysement et d'expatriation                   | 2 342 300   | 2 225 600                        | 2 158 440      | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 62 et 69, ainsi que l'article 4 de son annexe VII. Ce crédit est destiné à couvrir les indemnités de dépaysement et d'expatriation des fonctionnaires et agents temporaires.   |
| 1103                                  | Indemnités de secrétariat                                     | 22 900      | 20 100                           | 20 408         | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment l'article 18, paragraphe 1, de son annexe XIII.<br>Ce crédit est destiné à couvrir l'indemnité de secrétariat des fonctionnaires et agents temporaires de catégorie AST qui la percevaient le mois précédant le 1 <sup>er</sup> mai 2004, affectés à un emploi de sténodactylographe ou dactylographe, téléxiste, compositeur/compositrice, secrétaire de direction ou secrétaire principal(e). |
| <b>110</b>                            | Personnel en activité   | 18 332 700  | 17 913 200                       | 16 845 834     |   |
| 1113                                  | Stagiaires  | 40 600      | 34 100                           | 14 736         | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives aux stagiaires.  |
| 1115                                  | Agents contractuels   | 1 599 700   | 1 544 300                        | 1 118 318      | Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne, et notamment son article 3 bis et son titre IV.  |
| <b>111</b>                            | Agents contractuels et stagiaires                             | 1 640 300   | 1 578 400                        | 1 133 054      | Cet article s'intitulait précédemment «Agents auxiliaires et agents locaux».  |
| 1120                                  | Perfectionnement professionnel du personnel                   | 243 100     | 231 500                          | 168 431        | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 24 bis.   |
| <b>112</b>                            | Perfectionnement professionnel du personnel                   | 243 100     | 231 500                          | 168 431        |   |
| 1130                                  | Couverture des risques de maladie                             | 486 100     | 501 800                          | 488 396        | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 72.<br>Réglementation relative à la couverture des risques de maladie des fonctionnaires de l'Union européenne.   |
| 1131                                  | Couverture du risque d'accident et de maladie professionnelle | 110 100     | 80 100                           | 71 686         | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 73 et l'article 15 de son annexe VIII. Ce crédit est destiné à couvrir la quote-part patronale de l'assurance contre les risques de maladie professionnelle et d'accident.  |
| 1132                                  | Couverture du risque de chômage                               | 117 500     | 127 900                          | 118 587        | Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne, et notamment son article 28 bis.<br>Ce crédit est destiné à couvrir le risque de chômage des agents temporaires.   |
| 1133                                  | Constitution ou maintien de droits à pension                  | p.m.        | p.m.                             | 0              | Régime applicable aux autres agents de l'Union européenne, et notamment son article 42.<br>Ce crédit est destiné à couvrir les versements à effectuer par le Centre en faveur des fonctionnaires et agents temporaires afin de constituer ou de maintenir leurs droits à pension dans leur pays d'origine.  |
| 1134                                  | Contribution au régime des pensions communautaires            | 3 139 900   | 3 145 000                        | 3 024 514      | Ce crédit est destiné à couvrir les versements à effectuer par le Centre en tant que contribution patronale au régime de pension communautaire.   |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé   | Budget 2017 | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015 | Commentaires  |
|---------------------------------------|--|-------------|----------------------------------|----------------|---|
| 113                                   | Cotisations patronales à la sécurité sociale     | 3 853 600   | 3 854 800                        | 3 703 184      |   |
| 1140                                  | Allocations à la naissance et en cas de décès    | 2 100       | 2 000                            | 0              | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 70, 74 et 75.<br>Ce crédit est destiné à couvrir:<br>— l'allocation de naissance: crédits pour cinq enfants d'agents dont le pays d'origine n'attribue aucune allocation de ce type;<br>— en cas de décès d'un fonctionnaire, la rémunération globale du défunt jusqu'à la fin du troisième mois qui suit celui du décès et les frais de transport du corps jusqu'au lieu d'origine du défunt. En cas de décès, les crédits correspondants seront virés du poste 1100. |
| 1141                                  | Frais de voyage à l'occasion du congé annuel     | 227 800     | 240 300                          | 206 647        | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment l'article 8 de son annexe VII.<br>Ce crédit est destiné à couvrir le paiement forfaitaire des frais de voyage pour le fonctionnaire ou l'agent temporaire, pour son conjoint et pour les personnes à sa charge, du lieu d'affectation au lieu d'origine.  |
| 1143                                  | Indemnités forfaitaires de fonction              | p.m.        | p.m.                             | 0              | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment l'article 14 de son annexe VII.<br>Ce crédit est destiné à couvrir l'indemnité forfaitaire de fonction pour le fonctionnaire et l'agent temporaire appelé à engager régulièrement des frais de représentation en fonction de la nature des tâches qui lui sont confiées.  |
| 114                                   | Allocations et indemnités diverses               | 229 900     | 242 300                          | 206 647        |   |
| 1150                                  | Heures supplémentaires                           | p.m.        | p.m.                             | 0              | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 56 et son annexe VI.<br>Ce crédit est destiné à couvrir les indemnités forfaitaires et les rétributions aux taux horaires concernant les heures supplémentaires prestées par les fonctionnaires et les agents temporaires des catégories AST ainsi que par les agents locaux et qui n'ont pas pu être compensées, selon les modalités prévues, par du temps libre.  |
| 115                                   | Heures supplémentaires                           | 0           | 0                                | 0              |   |
| 1171                                  | Interprètes externes et opérateurs de conférence | p.m.        | p.m.                             | 0              | Rétribution des interprètes externes engagés par le Centre lors de conférences ponctuelles pour lesquelles la Commission n'est pas en mesure de fournir un service d'interprétation. La rétribution comporte, outre la rémunération, les cotisations à un régime de prévoyance décès et à une assurance maladie-accident-décès, le remboursement, pour les interprètes externes n'ayant pas leur domicile professionnel au lieu d'affectation, des frais de voyage ainsi que le paiement d'indemnités forfaitaires de voyage.                     |
| 1175                                  | Intérimaires                                     | 306 700     | 299 200                          | 237 911        | Ce crédit est destiné à couvrir le recours au personnel intérimaire.  |
| 117                                   | Prestations d'appoint                            | 306 700     | 299 200                          | 237 911        |   |
| 1180                                  | Frais divers de recrutement du personnel         | 44 000      | 47 000                           | 49 800         | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 27 à 31, ainsi que son article 33.<br>Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses occasionnées par les procédures de recrutement.   |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé   | Budget 2017       | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015    | Commentaires   |
|---------------------------------------|--|-------------------|----------------------------------|-------------------|--|
| 1181                                  | Frais de voyage  | 10 100            | 9 800                            | 5 464             | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 20 et 71, et l'article 7 de son annexe VII. Ce crédit est destiné à couvrir les frais de voyage dus aux fonctionnaires et aux agents temporaires (membres de la famille compris) à l'occasion de leur entrée en fonctions au Centre ou de leur départ.  |
| 1182                                  | Indemnités d'installation, de réinstallation et de mutation      | 95 900            | 111 300                          | 42 189            | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment les articles 5 et 6 de son annexe VII. Ce crédit est destiné à couvrir les indemnités d'installation dues aux fonctionnaires et aux agents temporaires contraints de changer de résidence après leur entrée en fonctions ainsi que lors de la cessation définitive des fonctions suivie d'une réinstallation dans une autre localité.  |
| 1183                                  | Frais de déménagement  | 34 100            | 29 300                           | 11 688            | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 20 et 71, et l'article 9 de son annexe VII.<br>Ce crédit est destiné à couvrir les frais de déménagement dus aux fonctionnaires et aux agents temporaires contraints de changer de résidence après leur entrée en fonctions ou lors de leur affectation à un nouveau lieu de service ainsi que lors de la cessation définitive des fonctions suivie d'une réinstallation dans une autre localité. |
| 1184                                  | Indemnités journalières temporaires                              | 120 800           | 124 900                          | 45 427            | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 20 et 71, et l'article 10 de son annexe VII. Ce crédit est destiné à couvrir les indemnités journalières dues aux fonctionnaires et aux agents temporaires en mesure de justifier la nécessité d'un changement de résidence après leur entrée en fonctions (y compris en cas de mutation).  |
| <b>118</b>                            | Frais divers de recrutement et de mutation du personnel          | 304 900           | 322 300                          | 154 568           | Les prévisions pour 2017 tiennent compte du recrutement d'agents contractuels en 2016, dont certains sont susceptibles de se voir octroyer des indemnités en 2017 également.   |
| 1190                                  | Coefficients correcteurs   | 3 000             | 3 000                            | 1 129             | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment ses articles 64 et 65. Ce crédit est destiné à couvrir les incidences des coefficients correcteurs applicables à la rémunération des fonctionnaires et des agents temporaires, ainsi qu'aux heures supplémentaires.  |
| <b>119</b>                            | Coefficients correcteurs et adaptations des rémunérations        | 3 000             | 3 000                            | 1 129             |  |
| <b>11</b>                             | <b>PERSONNEL EN ACTIVITÉ</b>                                     | <b>24 914 200</b> | <b>24 444 700</b>                | <b>22 450 757</b> |  |
| 1300                                  | Frais de missions, de déplacement et autres dépenses accessoires | 66 800            | 59 100                           | 74 000            | Ce crédit est destiné à couvrir les frais de transport, les paiements des indemnités journalières de mission ainsi que les frais accessoires ou exceptionnels exposés pour l'exécution d'une mission par le personnel statutaire dans l'intérêt du Centre, selon les dispositions du statut des fonctionnaires de l'Union européenne.  |
| <b>130</b>                            | Missions et déplacements   | 66 800            | 59 100                           | 74 000            |  |
| 1310                                  | Frais de mission liés aux formations                             | 62 300            | 55 100                           | 51 100            | Ce crédit est destiné à couvrir les frais de mission exposés lors de formations se déroulant en dehors du Luxembourg.  |
| <b>131</b>                            | Missions et déplacements liés aux formations                     | 62 300            | 55 100                           | 51 100            |  |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé  | Budget 2017    | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015 | Commentaires   |
|---------------------------------------|---|----------------|----------------------------------|----------------|--|
| <b>13</b>                             | <b>MISSIONS ET DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS</b>  | <b>129 100</b> | <b>114 200</b>                   | <b>125 100</b> |  |
| 1400                                  | Restaurants et cantines   | 4 000          | 4 600                            | 1 170          |  |
| <b>140</b>                            | <b>Infrastructure à caractère socio-médical</b>   | <b>4 000</b>   | <b>4 600</b>                     | <b>1 170</b>   |  |
| 1410                                  | Service médical   | 57 600         | 54 500                           | 46 800         | Statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et notamment son article 59 et l'article 8 de son annexe II.  |
| <b>141</b>                            | <b>Service médical</b>  | <b>57 600</b>  | <b>54 500</b>                    | <b>46 800</b>  |  |
| 1420                                  | Autres dépenses   | 231 000        | 231 100                          | 211 600        | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses liées à la participation au comité des activités sociales, aux crèches et aux établissements d'enseignement. La prévision repose sur celle de l'Office Infrastructures et logistique (OIL) de la Commission.  |
| 1421                                  | Relations sociales  | 14 000         | 14 000                           | 15 167         | Ce crédit est destiné à encourager et soutenir financièrement toute initiative destinée à promouvoir les relations sociales entre les agents des diverses nationalités, d'autres interventions et subventions en faveur des agents, ainsi que les frais occasionnés par l'organisation de réceptions en l'honneur de membres du personnel. |
| <b>142</b>                            | <b>Autres dépenses</b>  | <b>245 000</b> | <b>245 100</b>                   | <b>226 767</b> |  |
| <b>14</b>                             | <b>INFRASTRUCTURE À CARACTÈRE SOCIO-MÉDICAL</b>   | <b>306 600</b> | <b>304 200</b>                   | <b>274 737</b> |  |
| 1520                                  | Mobilité du personnel   | p.m.           | p.m.                             | 0              | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives au détachement ou à l'affectation temporaire des fonctionnaires et des agents temporaires du Centre dans des organes nationaux ou internationaux.   |
| 1521                                  | Fonctionnaires du Centre affectés temporairement dans des administrations nationales, des organisations internationales ou des institutions ou entreprises publiques. | p.m.           | p.m.                             | 0              | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives au détachement ou à l'affectation temporaire des fonctionnaires et des agents temporaires du Centre dans des organes nationaux ou internationaux.   |
| <b>152</b>                            | <b>Mobilité</b>   | <b>p.m.</b>    | <b>p.m.</b>                      | <b>0</b>       |  |
| <b>15</b>                             | <b>MOBILITÉ</b>   | <b>p.m.</b>    | <b>p.m.</b>                      | <b>0</b>       |  |
| 1600                                  | Secours extraordinaires   | p.m.           | p.m.                             | 0              | Ce crédit est destiné à couvrir des aides en espèces qui peuvent être accordées à un fonctionnaire, à un ancien fonctionnaire ou à des ayants droit d'un fonctionnaire décédé, se trouvant dans une situation difficile.   |
| <b>160</b>                            | <b>Service social</b>   | <b>p.m.</b>    | <b>p.m.</b>                      | <b>0</b>       |  |
| 1620                                  | Autres dépenses   | p.m.           | p.m.                             | 1 463          | Ce crédit est destiné à couvrir les aides familiales, les dépenses d'accueil de nouveaux membres du personnel, l'assistance juridique, les subventions aux scouts et guides, la subvention au secrétariat de l'association des parents d'élèves.   |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé   | Budget 2017       | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015    | Commentaires  |
|---------------------------------------|--|-------------------|----------------------------------|-------------------|---|
| 162                                   | Autres dépenses  | p.m.              | p.m.                             | 1 463             |   |
| 1630                                  | Centre de la petite enfance  | 38 400            | 38 400                           | 74 000            |   |
| 163                                   | Centre de la petite enfance  | 38 400            | 38 400                           | 74 000            |   |
| 1640                                  | Aide complémentaire aux handicapés                                   | 1 000             | 1 000                            | 0                 | Ce crédit doit permettre de rembourser aux agents en activité, aux conjoints et à leurs enfants à charge handicapés, après épuisement des droits éventuellement consentis au niveau national, les dépenses de nature autre que médicale, reconnues nécessaires, résultant du handicap et dûment justifiées. |
| 164                                   | Aide complémentaire aux handicapés                                   | 1 000             | 1 000                            | 0                 |   |
| 16                                    | <b>SERVICES SOCIAUX</b>  | <b>39 400</b>     | <b>39 400</b>                    | <b>75 463</b>     |   |
| 1700                                  | Frais de réceptions et de représentation                             | 2 500             | 2 500                            | 786               | Ce crédit est destiné à couvrir les frais de réceptions et de représentation ainsi que les manifestations d'intérêts divers.  |
| 170                                   | Réceptions et représentation   | 2 500             | 2 500                            | 786               |   |
| 17                                    | <b>RÉCEPTIONS ET REPRÉSENTATION</b>                                  | <b>2 500</b>      | <b>2 500</b>                     | <b>786</b>        |   |
| 1900                                  | Pensions et allocations de départ                                    | p.m.              | p.m.                             | 0                 | Ce crédit est destiné à couvrir les pensions et allocations de départ.  |
| 190                                   | Pensions   | p.m.              | p.m.                             | 0                 |   |
| 19                                    | <b>PENSIONS</b>  | <b>p.m.</b>       | <b>p.m.</b>                      | <b>0</b>          |   |
| 1                                     | <b>PERSONNEL</b>   | <b>25 391 800</b> | <b>24 905 000</b>                | <b>22 926 842</b> |   |
| 2000                                  | Location d'immeubles et frais accessoires                            | 2 306 500         | 2 186 500                        | 1 897 274         | Ce crédit est destiné à couvrir le paiement des loyers relatifs aux immeubles ou parties d'immeubles et places de parking occupés par le Centre.  |
| 200                                   | Investissement immobilier, location d'immeubles et frais accessoires | 2 306 500         | 2 186 500                        | 1 897 274         |   |
| 2010                                  | Assurance  | 12 100            | 13 500                           | 8 341             | Ce crédit est destiné à couvrir les primes de polices d'assurance afférentes aux immeubles ou parties d'immeubles occupés par le Centre.  |
| 201                                   | Assurance  | 12 100            | 13 500                           | 8 341             |   |
| 2020                                  | Eau, gaz, électricité et chauffage                                   | 254 300           | 241 300                          | 204 646           | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses courantes.   |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé  | Budget 2017      | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015   | Commentaires  |
|---------------------------------------|---|------------------|----------------------------------|------------------|---|
| 202                                   | Eau, gaz, électricité et chauffage  | 254 300          | 241 300                          | 204 646          |   |
| 2030                                  | Nettoyage et entretien  | 273 300          | 326 800                          | 245 660          | Ce crédit est destiné à couvrir les frais de nettoyage (nettoyages périodiques, achats de produits d'entretien, de lavage, de blanchissage, de nettoyage à sec, etc.), les coûts d'entretien des équipements et des installations techniques (ascenseurs, chauffage central et systèmes de conditionnement d'air, etc.) et ceux nécessaires à l'évacuation des déchets. |
| 203                                   | Nettoyage et entretien  | 273 300          | 326 800                          | 245 660          |   |
| 2040                                  | Aménagement des locaux  | 16 000           | 88 100                           | 493 453          | Ce crédit est destiné à couvrir l'exécution de travaux d'aménagement et de réparation dans l'immeuble.  |
| 204                                   | Aménagement des locaux  | 16 000           | 88 100                           | 493 453          |   |
| 2050                                  | Sécurité et surveillance des immeubles  | 203 900          | 188 800                          | 202 009          | Ce crédit est destiné à couvrir diverses dépenses relatives à la sécurité des immeubles, notamment les contrats de surveillance des bâtiments, la location et la recharge des extincteurs, l'achat et l'entretien du matériel de lutte contre l'incendie, le renouvellement de l'équipement des fonctionnaires pompiers volontaires, et les frais de contrôles légaux.  |
| 205                                   | Sécurité et surveillance des immeubles  | 203 900          | 188 800                          | 202 009          |   |
| 2060                                  | Acquisition de biens immobiliers  | p.m.             | p.m.                             | 0                | Ce crédit est destiné à couvrir l'achat éventuel d'un bâtiment afin d'y établir le siège du Centre.   |
| 206                                   | Acquisition de biens immobiliers  | p.m.             | p.m.                             | 0                |   |
| 2080                                  | Dépenses préliminaires à l'acquisition ou à la construction d'immeubles         | p.m.             | p.m.                             | 0                | Ce crédit est destiné à couvrir les frais d'expertise dans le domaine des biens immobiliers.  |
| 208                                   | Dépenses préliminaires à l'acquisition ou à la construction d'immeubles         | p.m.             | p.m.                             | 0                |   |
| 2090                                  | Autres dépenses   | p.m.             | p.m.                             | 0                | Ce crédit est destiné à couvrir d'autres dépenses courantes non spécialement prévues, par exemple, les frais de gérance autres que les consommations (eau, gaz et électricité), l'entretien, les taxes communales et les frais accessoires.   |
| 209                                   | Autres dépenses   | p.m.             | p.m.                             | 0                |   |
| 20                                    | <b>INVESTISSEMENT IMMOBILIER, LOCATION D'IMMEUBLES ET<br/>FRAIS ACCESSOIRES</b> | <b>3 066 100</b> | <b>3 045 000</b>                 | <b>3 051 382</b> |   |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé   | Budget 2017      | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015   | Commentaires   |
|---------------------------------------|--|------------------|----------------------------------|------------------|--|
| 2100                                  | Achat, installation, mise en service et maintenance du matériel et des logiciels   | 1 920 000        | 1 711 000                        | 1 698 207        | Ce crédit est destiné à couvrir l'achat ou la location de matériel informatique, le développement de logiciels, la maintenance des logiciels ou progiciels et divers consommables du domaine informatique, etc. Les équipements de télécommunications, les photocopieuses et les imprimantes sont également inscrits à ce poste. Les prévisions pour 2017 comprennent les coûts initiaux d'implémentation de services d'informatique en nuage (cloud). |
| <b>210</b>                            | Informatique   | 1 920 000        | 1 711 000                        | 1 698 207        |  |
| 2120                                  | Prestations externes pour l'exploitation, l'installation, le développement et la maintenance des logiciels et des systèmes | 1 361 000        | 1 443 000                        | 1 037 156        | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses de personnel externe d'exploitation (opérateurs, gestionnaires, ingénieurs système, etc.).  |
| <b>212</b>                            | Services informatiques   | 1 361 000        | 1 443 000                        | 1 037 156        |  |
| <b>21</b>                             | <b>INFORMATIQUE</b>  | <b>3 281 000</b> | <b>3 154 000</b>                 | <b>2 735 363</b> |  |
| 2204                                  | Matériel bureautique   | 5 000            | 6 000                            | 16 958           | Ce crédit est destiné à couvrir l'achat, la location, l'entretien et la réparation de matériel bureautique et d'installations techniques, à l'exclusion de matériel tel qu'imprimantes et photocopieuses.  |
| <b>220</b>                            | Installations techniques et matériel bureautique   | 5 000            | 6 000                            | 16 958           |  |
| 2210                                  | Premier équipement   | 15 000           | 20 000                           | 59 903           | Ce crédit est destiné à couvrir l'achat, le remplacement, l'entretien, l'utilisation et la réparation de mobilier.   |
| <b>221</b>                            | Mobilier   | 15 000           | 20 000                           | 59 903           |  |
| 2230                                  | Premier équipement en matériel de transport  | p.m.             | p.m.                             | 0                | Ce crédit est destiné à l'achat d'un véhicule de service pour les besoins du Centre.   |
| 2232                                  | Location de véhicules  | 17 000           | 12 800                           | 14 637           | Ce crédit est destiné à couvrir la location sous forme de contrat à long terme de véhicules de service ainsi que les dépenses occasionnelles de location de véhicules pour répondre à certains besoins fortuits.   |
| 2233                                  | Entretien, utilisation et réparation du matériel de transport  | 6 500            | 6 500                            | 5 236            | Ce crédit est destiné à couvrir les frais de fonctionnement et d'entretien des moyens de transport ainsi que ceux relatifs à l'utilisation des transports en commun.   |
| <b>223</b>                            | Parc automobile  | 23 500           | 19 300                           | 19 874           |  |
| 2250                                  | Dépenses de documentation et de bibliothèque   | 22 000           | 22 000                           | 22 000           | Ce crédit est destiné à couvrir l'achat de fonds de bibliothèque, d'abonnements à des journaux et à des périodiques, à des services en ligne, tels que des dictionnaires, ainsi que d'autres dépenses de documentation et de bibliothèque.   |
| 2255                                  | Outils de documentation, de traduction et multilingues   | p.m.             | p.m.                             | 0                | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses liées aux outils de documentation, de traduction et multilingues, comme l'acquisition, la consolidation et l'extension des contenus de bases de données linguistiques et terminologiques, de mémoires de traduction et de dictionnaires de traduction automatique.  |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé                                     | Budget 2017   | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015 | Commentaires   |
|---------------------------------------|--|---------------|----------------------------------|----------------|--|
| 225                                   | Dépenses de documentation et de bibliothèque | 22 000        | 22 000                           | 22 000         |  |
| <b>22</b>                             | <b>BIENS MEUBLES ET FRAIS ACCESSOIRES</b>    | <b>65 500</b> | <b>67 300</b>                    | <b>118 735</b> |  |
| 2300                                  | Papeterie et fournitures de bureau           | 25 500        | 24 000                           | 26 000         | Ce crédit est destiné à couvrir l'achat de papier et de fournitures de bureau.   |
| <b>230</b>                            | Papeterie et fournitures de bureau           | 25 500        | 24 000                           | 26 000         |  |
| 2320                                  | Frais bancaires                              | 2 500         | 4 500                            | 3 866          | Ce crédit est destiné à couvrir les frais bancaires et les frais de connexion au réseau de télécommunications interbancaires.  |
| 2321                                  | Pertes de change                             | p.m.          | p.m.                             | 0              | Ce poste est destiné à couvrir les pertes de change encourues par le Centre dans le cadre de la gestion de son budget, dans la mesure où celles-ci ne sont pas compensées par des bénéfices de change. |
| <b>232</b>                            | Dépenses financières                         | 2 500         | 4 500                            | 3 866          |  |
| 2330                                  | Frais juridiques                             | 20 000        | 12 000                           | 1 400          | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses résultant de précontentieux et du recours à l'assistance d'avocats ou autres experts.   |
| <b>233</b>                            | Frais juridiques                             | 20 000        | 12 000                           | 1 400          |  |
| 2340                                  | Dommages-intérêts                            | p.m.          | p.m.                             | 0              | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses à prendre en charge par le Centre au titre de dommages et intérêts ainsi que celles résultant de la mise en jeu de sa responsabilité civile.              |
| <b>234</b>                            | Dommages-intérêts                            | p.m.          | p.m.                             | 0              |  |
| 2350                                  | Assurances diverses                          | 17 300        | 17 300                           | 11 828         | Ce crédit est destiné à couvrir les assurances globales, responsabilité civile, vol, responsabilité pécuniaire des comptables et régisseurs d'avances.   |
| 2352                                  | Frais divers de réunions internes            | 3 000         | 3 000                            | 1 138          | Ce crédit est destiné à couvrir les frais liés à l'organisation de réunions internes.  |
| 2353                                  | Déménagement des services                    | 5 000         | 10 000                           | 10 000         | Ce crédit est destiné à couvrir les frais de déménagement, tant au sein du bâtiment que vers un nouveau bâtiment.  |
| 2359                                  | Autres dépenses                              | 3 100         | 3 300                            | 224            | Ce crédit est destiné à couvrir d'autres dépenses de fonctionnement non spécialement prévues.  |
| <b>235</b>                            | Autres dépenses de fonctionnement            | 28 400        | 33 600                           | 23 189         |  |
| 2360                                  | Services d'audit et d'évaluation externes    | 15 000        | 15 000                           | 10 000         |  |
| <b>236</b>                            | Services d'audit et d'évaluation externes    | 15 000        | 15 000                           | 10 000         |  |



| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé   | Budget 2017    | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015 | Commentaires   |
|---------------------------------------|--|----------------|----------------------------------|----------------|--|
| 2390                                  | Prestations de traduction effectuées par la Commission   | p.m.           | p.m.                             | 0              | Ce crédit est destiné à couvrir des travaux de traduction, dactylographie comprise, effectués par la Commission pour le compte du Centre.  |
| 2391                                  | Interprétation   | p.m.           | p.m.                             | 0              | Ce crédit est destiné à couvrir des prestations d'interprétation qui seront facturées au Centre, en particulier par les institutions de l'UE.  |
| 2392                                  | Services d'assistance administrative de la Commission  | 157 700        | 149 900                          | 143 000        | Ce crédit est destiné à couvrir les services d'assistance administrative fournis par la Commission au Centre.  |
| 2393                                  | Publications   | 15 000         | 25 000                           | 9 866          | Ce crédit est destiné à couvrir, principalement, les frais de publication du budget, du rapport d'activité, et d'autres actions de communication et de promotion du Centre.  |
| 2394                                  | Diffusion  | 25 000         | 17 500                           | 11 999         | Ce crédit est destiné à couvrir toutes les dépenses afférentes à l'activité «Diffusion», notamment les frais de promotion et de marketing (catalogues, brochures, publicités, études de marché, etc.) ainsi que les frais liés à l'information et l'assistance du public et des clients. |
| 2395                                  | Autres services fournis par des institutions et des agences  | 2 000          | 2 000                            | 2 000          | Ce crédit est destiné à couvrir les services fournis au Centre par des institutions et des agences, tels que des services fournis dans le cadre de la coordination interagences.   |
| <b>239</b>                            | <b>Prestations entre institutions</b>  | <b>199 700</b> | <b>194 400</b>                   | <b>166 865</b> |  |
| <b>23</b>                             | <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF COURANT</b>  | <b>291 100</b> | <b>283 500</b>                   | <b>231 320</b> |  |
| 2400                                  | Affranchissement de correspondance et frais de port  | 25 300         | 20 500                           | 22 966         | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses d'affranchissement et les frais de port, y compris l'envoi de colis postaux.  |
| <b>240</b>                            | <b>Affranchissement de correspondance</b>  | <b>25 300</b>  | <b>20 500</b>                    | <b>22 966</b>  |  |
| 2410                                  | Téléphone, télégraphe, télex, radio, télévision et abonnements et redevances de télécommunications | 162 000        | 162 000                          | 174 976        | Ce crédit est destiné à couvrir les frais d'abonnements et de communications téléphoniques, de télécopieur, de téléconférences et de transmission de données. Les dépenses liées au matériel de télécommunications sont inscrites au poste 2100.   |
| <b>241</b>                            | <b>Télécommunications</b>  | <b>162 000</b> | <b>162 000</b>                   | <b>174 976</b> |  |
| <b>24</b>                             | <b>AFFRANCHISSEMENT ET TÉLÉCOMMUNICATIONS</b>  | <b>187 300</b> | <b>182 500</b>                   | <b>197 942</b> |  |
| 2500                                  | Réunions et convocations en général  | 5 000          | 30 500                           | 4 000          | Ce crédit est destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour, ainsi que les frais accessoires des experts et autres visiteurs, et des comités interinstitutionnels invités à participer à des réunions, commissions, groupes de travail et séminaires.                               |
| <b>250</b>                            | <b>Frais de réunions et de convocations</b>  | <b>5 000</b>   | <b>30 500</b>                    | <b>4 000</b>   |  |
| 2550                                  | Frais divers d'organisation et de participation à des conférences, congrès et réunions             | 20 000         | 20 000                           | 6 802          | Ce crédit est destiné à couvrir les frais d'organisation et de participation à des conférences, congrès et réunions. Il est également destiné à couvrir les frais liés à l'organisation de réunions externes non couvertes par l'infrastructure existante.                               |
| <b>255</b>                            | <b>Frais divers d'organisation et de participation à des conférences, congrès et réunions</b>      | <b>20 000</b>  | <b>20 000</b>                    | <b>6 802</b>   |  |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé  | Budget 2017 | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015 | Commentaires   |
|---------------------------------------|---|-------------|----------------------------------|----------------|--|
| 25                                    | <b>FRAIS DE RÉUNIONS</b>  | 25 000      | 50 500                           | 10 802         |  |
| 2600                                  | Réunions du conseil d'administration                              | 20 000      | 20 000                           | 20 000         | Crédits pour les frais de voyage et de séjour et les frais accessoires des membres du conseil d'administration invités à participer à des réunions, des commissions et des groupes de travail.   |
| 260                                   | Frais de réunions   | 20 000      | 20 000                           | 20 000         |  |
| 2610                                  | Organisation des réunions du conseil d'administration             | 6 000       | 6 000                            | 8 973          | Ce crédit est destiné à couvrir les frais d'organisation des réunions du conseil d'administration.   |
| 261                                   | Organisation des réunions du conseil d'administration             | 6 000       | 6 000                            | 8 973          |  |
| 2650                                  | Interprétation  | 100 000     | 65 000                           | 69 960         | Ce crédit est destiné à couvrir des prestations d'interprétation qui seront facturées au Centre, en particulier par les institutions de l'Union européenne, dans le cadre des réunions du conseil d'administration.  |
| 265                                   | Interprétation  | 100 000     | 65 000                           | 69 960         |  |
| 26                                    | <b>CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>                                   | 126 000     | 91 000                           | 98 933         |  |
| 2700                                  | Consultations, études et enquêtes de caractère limité             | 75 000      | 75 000                           | 28 500         | Ce crédit est destiné à permettre les consultations, études et enquêtes à attribuer à des experts qualifiés dans les domaines de nature administrative, à savoir les rapports d'évaluation et les honoraires des consultants externes.   |
| 270                                   | Consultations, études et enquêtes de caractère limité             | 75 000      | 75 000                           | 28 500         |  |
| 27                                    | <b>CONSULTATION ET ÉTUDES</b>                                     | 75 000      | 75 000                           | 28 500         | Ce chapitre s'intitulait précédemment «Information: acquisition, archivage, production et diffusion».  |
| 2                                     | <b>IMMEUBLES, MATÉRIEL ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT</b> | 7 117 000   | 6 948 800                        | 6 472 976      |  |
| 3000                                  | Prestations de traduction externe                                 | 14 440 000  | 14 580 000                       | 12 625 557     | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives aux services de prestataires de services externes dans le domaine linguistique, à savoir la traduction de documents et de marques de l'Union européenne, la révision et la modification de traductions et le contrôle rédactionnel linguistique d'originaux, ainsi que les travaux de terminologie, la traduction et la révision de listes de termes. |
| 3001                                  | Prestations techniques liées aux services linguistiques           | p.m.        | —                                | —              | Ce poste budgétaire est créé dans le budget 2017. Il est destiné à couvrir les dépenses relatives aux prestations techniques liées aux services linguistiques.   |
| 300                                   | Traduction externe et services connexes                           | 14 440 000  | 14 580 000                       | 12 625 557     | Cet article s'intitulait précédemment «Prestations de traduction externe».   |
| 30                                    | <b>TRADUCTION EXTERNE ET SERVICES CONNEXES</b>                    | 14 440 000  | 14 580 000                       | 12 625 557     | Ce chapitre s'intitulait précédemment «Prestations de traduction externe».   |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé  | Budget 2017       | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015    | Commentaires  |
|---------------------------------------|---|-------------------|----------------------------------|-------------------|---|
| 3100                                  | Activité de coopération interinstitutionnelle dans le domaine linguistique          | 965 700           | 848 400                          | 729 410           | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives aux actions décidées par le Comité interinstitutionnel de la traduction et de l'interprétation (CITI) visant à promouvoir la coopération interinstitutionnelle dans le domaine linguistique. Les dépenses liées au projet IATE sont couvertes par les recettes du poste 3002, «Gestion de projets interinstitutionnels», exclusion faite de la part de ces dépenses incombant au Centre. |
| <b>310</b>                            | Dépenses liées à la coopération interinstitutionnelle                               | 965 700           | 848 400                          | 729 410           |   |
| <b>31</b>                             | <b>DÉPENSES LIÉES À LA COOPÉRATION INTERINSTITUTIONNELLE</b>                        | <b>965 700</b>    | <b>848 400</b>                   | <b>729 410</b>    |   |
| 3200                                  | Frais de mission et autres dépenses de personnel liés au programme eCdT             | p.m.              | p.m.                             | 0                 | Ce crédit est destiné à couvrir les frais de transport, le paiement des indemnités journalières de mission ainsi que les frais accessoires ou exceptionnels exposés par le personnel en mission dans le cadre du programme eCdT.  |
| 3201                                  | Dépenses de fonctionnement diverses liées au programme eCdt                         | 4 000             | 5 000                            | 7 500             | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses de fonctionnement diverses se rapportant au programme eCdT, à l'exception des dépenses dans le domaine informatique.   |
| 3202                                  | Dépenses relatives au matériel informatique et aux logiciels liés au programme eCdT | 29 000            | 29 000                           | 14 479            | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives au matériel informatique et aux logiciels liés au programme eCdT.  |
| 3203                                  | Conseils informatiques liés au programme eCdt                                       | 560 000           | 725 000                          | 939 779           | Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives aux conseils informatiques liés au programme eCdT.   |
| <b>320</b>                            | Dépenses liées au programme eCdT  | 593 000           | 759 000                          | 961 757           |   |
| <b>32</b>                             | <b>DÉPENSES LIÉES AU PROGRAMME eCdT</b>   | <b>593 000</b>    | <b>759 000</b>                   | <b>961 757</b>    | <b>Ce chapitre comprend les crédits destinés à couvrir les dépenses liées au programme eCdT virés de la «Réserve pour investissements exceptionnels» au poste de recettes 5010.</b>   |
| <b>3</b>                              | <b>DÉPENSES OPÉRATIONNELLES</b>   | <b>15 998 700</b> | <b>16 187 400</b>                | <b>14 316 723</b> |   |
| 10003                                 | Réserve pour la stabilité des prix  | p.m.              | 2 535 083                        | 0                 | Réserve créée en 2011 aux fins de la stabilité des prix. Le montant total de la réserve est de 9 459 517 EUR.   |
| 10004                                 | Fonds permanent de préfinancement   | p.m.              | p.m.                             | 0                 | Le fonds permanent de préfinancement est institué par l'article 67 bis du règlement financier du Centre de traduction. L'article 58, paragraphe 2, du règlement établissant les modalités d'exécution du règlement financier dispose que le montant de ce fonds ne peut pas être inférieur aux quatre douzièmes des crédits inscrits pour l'exercice. Le montant total du fonds est de 16 529 466 EUR.  |
| 10006                                 | Réserve pour investissements exceptionnels  | p.m.              | p.m.                             | 0                 | Aucun crédit n'a été affecté en 2017 pour couvrir les investissements exceptionnels. Le montant total de la réserve est de 930 499 EUR, compte tenu de la consommation du poste 5010.   |
| <b>1000</b>                           | Crédits provisionnels   | p.m.              | 2 535 083                        | 0                 | Le résultat 2015 pour l'ensemble des réserves est égal à 0, étant donné qu'aucun engagement n'a été émis sur ce chapitre.   |
| <b>100</b>                            | <b>CRÉDITS PROVISIONNELS</b>  | <b>p.m.</b>       | <b>2 535 083</b>                 | <b>0</b>          |   |

| Poste<br>Article<br>Chapitre<br>Titre | Intitulé                  | Budget 2017       | Budget<br>rectificatif<br>1/2016 | Résultats 2015    | Commentaires |
|---------------------------------------|---------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|--------------|
| 10                                    | RÉSERVES                  | p.m.              | 2 535 083                        | 0                 |              |
|                                       | <b>Total des dépenses</b> | <b>48 507 500</b> | <b>50 576 283</b>                | <b>43 716 542</b> |              |

ANNEXE 1 – TABLEAU DES EFFECTIFS

| Groupes de fonctions et grades | 2015                  |                    | 2016  |                    | 2017                              |                    |
|--------------------------------|-----------------------|--------------------|---|--------------------|-----------------------------------|--------------------|
|                                | Pourvus au 31.12.2015 |                    | Autorisés dans le cadre du budget rectificatif 1/2016 |                    | Autorisés dans le cadre du budget |                    |
|                                | Postes permanents     | Postes temporaires | Postes permanents                                     | Postes temporaires | Postes permanents                 | Postes temporaires |
| AD 16                          | 0                     | 0                  | 0   | 0                  | 0                                 | 0                  |
| AD 15                          | 0                     | 0                  | 0   | 0                  | 0                                 | 0                  |
| AD 14                          | 0                     | 0                  | 0   | 1                  | 0                                 | 1                  |
| AD 13                          | 0                     | 0                  | 1   | 0                  | 1                                 | 0                  |
| AD 12                          | 3                     | 6                  | 12  | 7                  | 14                                | 8                  |
| AD 11                          | 11                    | 6                  | 10  | 5                  | 10                                | 4                  |
| AD 10                          | 7                     | 4                  | 7   | 4                  | 5                                 | 6                  |
| AD 9                           | 3                     | 7                  | 3   | 12                 | 4                                 | 12                 |
| AD 8                           | 12                    | 6                  | 6   | 16                 | 5                                 | 19                 |
| AD 7                           | 1                     | 19                 | 3   | 19                 | 4                                 | 18                 |
| AD 6                           | 4                     | 22                 | 2   | 26                 | 1                                 | 21                 |
| AD 5                           | 0                     | 21                 | 0   | 0                  | 0                                 | 0                  |
| <b>TOTAL AD</b>                | <b>41</b>             | <b>91</b>          | <b>44</b>   | <b>90</b>          | <b>44</b>                         | <b>89</b>          |
| AST 11                         | 0                     | 0                  | 0   | 0                  | 0                                 | 0                  |
| AST 10                         | 0                     | 0                  | 0   | 0                  | 0                                 | 0                  |
| AST 9                          | 2                     | 0                  | 3   | 0                  | 4                                 | 0                  |
| AST 8                          | 4                     | 1                  | 3   | 1                  | 2                                 | 1                  |
| AST 7                          | 2                     | 2                  | 2   | 3                  | 3                                 | 3                  |
| AST 6                          | 1                     | 3                  | 1   | 2                  | 0                                 | 4                  |
| AST 5                          | 1                     | 10                 | 1   | 16                 | 2                                 | 18                 |
| AST 4                          | 3                     | 16                 | 3   | 15                 | 2                                 | 13                 |
| AST 3                          | 0                     | 11                 | 0   | 8                  | 0                                 | 8                  |
| AST 2                          | 0                     | 7                  | 0   | 5                  | 0                                 | 1                  |
| AST 1                          | 0                     | 0                  | 0   | 0                  | 0                                 | 0                  |
| <b>TOTAL AST</b>               | <b>13</b>             | <b>50</b>          | <b>13</b>   | <b>50</b>          | <b>13</b>                         | <b>48</b>          |
| AST/SC 6                       | 0                     | 0                  | 0   | 0                  | 0                                 | 0                  |
| AST/SC 5                       | 0                     | 0                  | 0   | 0                  | 0                                 | 0                  |
| AST/SC 4                       | 0                     | 0                  | 0   | 0                  | 0                                 | 0                  |
| AST/SC 3                       | 0                     | 0                  | 0   | 0                  | 0                                 | 0                  |
| AST/SC 2                       | 0                     | 0                  | 0   | 0                  | 0                                 | 1                  |
| AST/SC 1                       | 0                     | 0                  | 0   | 0                  | 0                                 | 0                  |
| <b>TOTAL AST/SC</b>            | <b>0</b>              | <b>0</b>           | <b>0</b>  | <b>0</b>           | <b>0</b>                          | <b>1</b>           |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>54</b>             | <b>141</b>         | <b>57</b>   | <b>140</b>         | <b>57</b>                         | <b>138</b>         |
| <b>TOTAL PERSONNEL</b>         | <b>195</b>            | <b>195</b>         | <b>197</b>  | <b>195</b>         | <b>195</b>                        | <b>195</b>         |

Estimation des effectifs en personnel contractuel (exprimée en équivalents temps plein)

| Groupes de fonctions (GF) | 2015        | 2016        | 2017        |
|---------------------------|-------------|-------------|-------------|
| GF IV                     | 11,5        | 19          | 19          |
| GF III                    | 5,7         | 7           | 7           |
| GF II                     | 6,0         | 9           | 9           |
| GF I                      | 0,0         | 0           | 0           |
| <b>Total AC</b>           | <b>23,2</b> | <b>35,0</b> | <b>35,0</b> |